



Les prisonniers de la CIA probablement en Pologne et en Roumanie

Par [El Watan](#)

Mondialisation.ca, 07 novembre 2005

Geostrategie.com 6 novembre 2005

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

L'information donnée jeudi par l'organisation américaine des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) n'est pas de celles que l'on néglige. Elle est aussi importante, sinon plus que le réseau d'espionnage appelé « échelon » qui permettait aux Américains de tout savoir sur leurs alliés européens.

L'information est grave en ce sens qu'elle rapporte des abus au plan juridique, du genre de ceux que les Américains interdiraient sur leur territoire. Et c'est pourquoi, la révélation a vite fait le tour de la planète, et induit inmanquablement le terme de Guantanamo européens. Le terme est juste, puisqu'il fait explicitement référence à des zones de non-droit. C'est pourquoi, elle en particulier, la presse de Bucarest s'interrogeait hier sur l'existence ou non d'un « Guantanamo roumain », une prison secrète de la CIA qui aurait été créée dans le pays, selon l'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch. « Un Guantanamo roumain », - du nom du centre américain de détention de terroristes présumés à Cuba -, titre le quotidien Evenimentul Zilei, en soulignant que les « maîtres du secret » de ce centre, l'actuel président Traian Basescu, son prédécesseur Ion Iliescu et les deux responsables des services de renseignements roumains, en ont tous démenti l'existence. « Cette affaire ne concerne pas la Pologne », a déclaré Adam Rotfeld, ministre polonais des Affaires étrangères jusqu'à lundi. Pour revenir à l'information proprement dite, HRW affirmait jeudi que la Pologne et la Roumanie ont probablement autorisé la CIA à utiliser leur territoire pour emprisonner des hauts responsables d'Al Qaïda.

L'organisation, qui cite des registres de vols d'avions américains et d'autres sources, estime que la CIA aurait pu aménager des prisons secrètes en Europe de l'Est. Tom Malinowski, directeur de l'antenne de Washington de HRW, estime que les éléments rassemblés désignent fortement la Pologne et la Roumanie comme les pays où la CIA aurait établi des prisons. Selon M. Malinowski, des sources en Afghanistan ont indiqué que des hauts responsables d'Al Qaïda capturés dans cette région ont été déplacés en septembre 2003, parmi lesquels Khalid Sheikh Mohammed. Le même mois, un Boeing 737 loué par la CIA pour transporter des prisonniers a quitté Kaboul et a fait escale sur les aérodromes isolés de Szymany dans le nord-est de la Pologne, et de Constanta-Mihail-Kogalniceanu en Roumanie, avant de se rendre au Maroc et sur la base américaine de Guantanamo, selon la même source. « C'est un gros avion, on peut imaginer qu'un important groupe de prisonniers a voyagé sur cet avion, par opposition à de plus petits avions utilisés » par la CIA, a déclaré M. Malinowski. « Le fait qu'il s'arrête en Europe de l'Est, puis au Maroc, puis à Guantanamo suggère que différentes catégories de prisonniers ont pu être déposés en différents endroits », a-t-il ajouté. « Human Rights Watch a mené des enquêtes de manière indépendante qui

suggèrent que les installations secrètes en Europe de l'Est (...) seraient en Pologne et en Roumanie », a de son côté affirmé Jean-Paul Marthoz, porte-parole du bureau européen de HRW à Bruxelles. « Nos recherches jusqu'à présent semblent indiquer » que « la Pologne et la Roumanie (...) ont reçu des prisonniers de la CIA », a-t-il renchéri. Il n'a pas exclu la présence de « détenus fantômes » des services de renseignements américains dans d'autres pays d'Europe de l'Est. HRW avait déjà publié en octobre 2004 un rapport dénonçant le fait que les Etats-Unis maintenaient de nombreux suspects membres d'Al Qaïda dans des centres de détention tenus secrets, mais sans citer à l'époque de pays, a rappelé le porte-parole. Le quotidien américain Washington Post avait révélé mercredi que la CIA détenait des terroristes présumés d'Al Qaïda dans des prisons secrètes dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, mais le gouvernement américain est resté muet sur le sujet. D'après le Washington Post citant des sources américaines et étrangères informées, ces prisons, surnommées « sites noirs », ont été ouvertes dans huit pays, y compris la Thaïlande, l'Afghanistan et « plusieurs pays démocratiques d'Europe de l'Est », non précisés par le journal pour des raisons de sécurité. L'information demeure grave. Si elle venait à être confirmée, elle révèle l'existence de zones de non-droit dans des Etats de droits comme ils le disent eux-mêmes. Ou encore selon les normes européennes, puisque la Pologne est membre de l'Union européenne, tandis que la Roumanie, elle y a déjà un pied, car son adhésion est un principe acquis. Ce qui suppose la stricte application des critères de Copenhague, un véritable cahier de charges en matières de droits de l'homme.

La source originale de cet article est Geostrategie.com
Copyright © [El Watan](#), Geostrategie.com, 2005

Articles Par : [El Watan](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca